

## Informations préliminaires sur le poste

<b>Intitulé du poste</b>	<b>RESPONSABLE PROGRAMME SANTE-NUTRITION NDELE</b>
<b>Rattachement hiérarchique</b>	<b>COORDINATEUR TERRAIN – NDELE</b>
<b>Rattachement fonctionnel</b>	<b>COORDINATEUR MEDICAL MISSION</b>
<b>Pays / ville d'affectation</b>	<b>REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, NDELE</b>
<b>Durée de la mission</b>	12 mois

## Informations générales sur la mission

### Contexte

Première Urgence Internationale (PUI) est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité.

L'Association mène environ 200 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 6 millions de personnes dans 22 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et en France.

La République Centrafricaine fait partie des pays les plus pauvres du monde. Selon le rapport sur le développement humain en Afrique 2016 du PNUD, la RCA occupe le rang de 187ème/188 dans le monde. Depuis mars 2013 et la prise du pouvoir par l'ex coalition de groupes armés « Séléka », la Centrafrique traverse une crise politico-militaire très importante entraînant conflit armé et exactions intercommunautaires. L'un des principaux problèmes du pays reste la présence très importante de groupes armés contrôlant ou évoluant sur certaines parties du territoire. Malgré la présence de forces internationales (MINSUCA, Sangaris jusqu'à la fin de l'année 2016), la sécurisation effective du territoire est loin d'être une réalité.

Au plan politique, l'année 2016 a laissé entrevoir une amorce de transition avec l'arrivée au pouvoir d'un président nouvellement élu et la volonté du nouveau gouvernement de mettre fin aux combats et de proposer un plan de DDR de grande envergure. Cet espoir de sortie de crise reste cependant très fragile, au vu des difficultés dans les négociations avec les groupes armés et l'instabilité chronique qui persiste dans de nombreuses zones.

Cette crise politico-sécuritaire a eu des impacts humanitaires et sécuritaires conséquents, entraînant des déplacements massifs de communautés à l'intérieur du pays ainsi que des mouvements de réfugiés dans les pays frontaliers

Selon le plan de réponse humanitaire 2017-2019, la totalité de la population (4,6 millions de personnes, dont 50% sont des enfants) a été victime de l'une des crises, qui se sont succédés ces dernières années. Plus de la moitié de la population (2,4 millions de personnes) a besoin d'une aide humanitaire d'urgence. Près d'une personne sur deux (48% de la population) se trouve dans une situation d'insécurité alimentaire.

Depuis octobre 2016, la crise s'est intensifiée et a créé de nouveaux besoins. Le nombre de personnes déplacées a augmenté de 25% entre janvier et juin 2017. En juillet 2017, un cinquième de la population totale de la RCA est déplacé (600 000 personnes déplacées, 480 000 réfugiés se trouvent également en RDC, au Tchad, au Congo, au Soudan, au Soudan du Sud et au Cameroun.

Les services sociaux de base sont dysfonctionnels ou inexistant dans de nombreuses zones. 31% des formations sanitaires ne sont pas fonctionnelles en raison de manque d'équipements, de personnels et de médicaments. Les enfants, notamment dans les zones rurales, ont perdu 2 ans de scolarité.

Les indicateurs de développement sanitaires de la République Centrafricaine sont alarmants, avec notamment un taux de mortalité infanto-juvénile à 129 pour 1000, taux supérieur aux indicateurs de la région Afrique définis par l'OMS (119). Les principales causes de décès chez les enfants de moins de 5 ans sont respectivement les infections respiratoires aiguës (IRA), la diarrhée et le paludisme. Par ailleurs, le système national de santé s'est effondré, en raison des violences généralisées, de la destruction des infrastructures publiques et des pillages. Les organisations humanitaires sur le terrain aident à fournir des services de base, mais la situation générale reste alarmante, moins de la moitié des Centrafricains ayant effectivement accès aux soins de santé. Malgré l'aide, le système de santé reste fragile avec 451 structures de santé fonctionnelles, 110 partiellement fonctionnelles et 254 fermées sur les 815 existantes en République Centrafricaine. En outre, 43% des personnels de santé sont des agents de santé communautaires sans formation appropriée.

Enfin, en République Centrafricaine, moins de 35 % de la population a accès à de l'eau potable et des installations sanitaires adaptées. Seulement 22% de la population urbaine du pays a accès à l'eau à travers un réseau d'approvisionnement en eau potable. En milieu rural,

seulement 34% de la population a accès à des points d'eau protégés. En assainissement, la collecte et le traitement des eaux usées est exclusivement autonome. 94% de la population rurale n'utilisent pas les latrines. En milieu urbain, 74% de la population possèdent des latrines dont 20% des latrines multifamiliales (latrines partagées).

Fin mai 2017, on compte plus de 420 000 déplacés dans le pays. Malgré l'intervention de forces internationales (Force française Sangaris et Onusienne MINUSCA) qui a permis une relative accalmie dans la capitale, Bangui, la dégradation de la situation humanitaire est à déplorer. Cette amélioration de la situation sécuritaire a permis à certains déplacés de regagner leur quartier d'origine, cependant ces derniers ont besoin d'une assistance humanitaire pour retourner dans ces quartiers et plusieurs milliers de déplacés sont encore présents dans les sites de déplacés. La sécurité reste toutefois extrêmement volatile. La tension reste vive, exacerbée par les groupes extrémistes chrétiens ou musulmans

## **Positionnement / Stratégie de PUI dans le pays**

PUI cible les zones les plus fragiles au cœur desquelles l'approche intégrée des interventions humanitaires menées par la structure sont développées au bénéfice des populations confrontées aux répercussions humanitaires de crises sécuritaires. Avant le coup d'Etat de mars 2013, déjà 1,9 millions d'habitants (soit environ 50% de la population) requéraient une assistance humanitaire (source, CAP 2012). En outre, l'extrême vulnérabilité structurelle se traduit par une faible résistance aux chocs environnementaux, économiques, sécuritaires.

Dans ce contexte, l'intervention de PUI vise à appuyer directement les populations dont les capacités d'absorption des chocs est faible, et à restaurer l'accès aux biens et services de base dans les zones en crise sur des secteurs tels que la santé, la nutrition, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, l'appui aux populations déplacées (Aide au retour). L'intervention humanitaire en République Centrafricaine est renforcée par la plateforme logistique que gère PUI à Bangui.

PUI en RCA s'appuie sur 3 piliers stratégiques

- L'appui au retour
  - A Bangui dans le Sud du 3ème arrondissement avec une approche intégrée et multisectorielle (Cohésion sociale, Abris, Relance économique, Aménagement et Urbanisme)
  - Sur la zone frontalière avec le Cameroun (Cohésion sociale, résolution des conflits, retour à la Terre, Abris, Relance économique et agricole, Accès aux services de Base)
- Accès et renforcement du système de soins à Bangui, dans la Bamingui-Bangoran et la Manbéré Kadeï
- Appui aux acteurs de réponses humanitaire dans le stockage logistique à Bangui et à l'intérieur du pays

## **Historique de la mission et programmes en cours**

Première Urgence Internationale est présente depuis 2007 en RCA. Première Urgence et Aide Médicale Internationale étaient toutes deux présentes dans le pays avant la fusion effective des deux entités en mai 2011. Depuis, la mission dispose d'un bureau de coordination à Bangui et est intervenue depuis plusieurs bases : Paoua dans le Nord-ouest, Ndélé dans le Nord-est, Bangassou/Rafaï dans le Sud-est, Berberati dans le Sud-ouest et Sibut dans le centre. PUI y a développé des projets de sécurité alimentaire, relance économique, réhabilitation d'infrastructures, santé et nutrition.

En 2018, PUI poursuit son assistance en santé, nutrition et sécurité alimentaire auprès des populations vulnérables victimes des conflits armés au Nord-Est (N'délé), au Sud-Ouest (Berberati) et à Bangui. Les projets menés sur ces trois bases concernent aussi bien un soutien au système de santé primaire, un appui dans la prévention et le traitement de la malnutrition, que le renforcement des activités agricoles et des moyens d'existence. Toujours dans une logique d'intégration, PUI développe également des activités dans d'autres secteurs tels que l'Eau-Hygiène-Assainissement (Berberati), la reconstruction (Bangui), la relance agricole, la relance économique.

A Bangui, PUI est gestionnaire d'une plateforme logistique de 1 738 m<sup>2</sup>, soit 3 200 m<sup>3</sup> de stockage, avec un espace pharmacie en température dirigée de 150 m<sup>2</sup> (365 m<sup>3</sup>) à destination des ONG internationales, locales et des agences des Nations Unies (une vingtaine de partenaires début 2018) pour le stockage de matériel humanitaire. L'objectif est de faciliter et sécuriser les conditions de stockage des ONG et de faciliter le déploiement à l'intérieur du pays. Les équipes du projet réalisent également du renforcement de compétences en gestion de stock pour les partenaires, avec le souhait de développer l'activité en province en 2018. S'ajoute à cela, le co-Lead du Cluster logistique en RCA et l'appui au renforcement des hubs logistiques sur 3 hot-spots à l'intérieur du pays.

PUI mène également 3 projets de reconstruction de logements d'urgence (1 050 abris) dans une dynamique d'accompagnement aux populations retournées dans le sud du 3ème arrondissement de la capitale suite aux conflits de 2013-2015, ainsi que des activités AGR et THIMO dans une approche de relance économique des quartiers. Les autorités locales (Mairie Centrale, Mairie 3ème arrondissement), sont également appuyées afin qu'elles puissent reprendre et développer leurs responsabilités territoriales.

Enfin, depuis fin 2016 PUI gère un projet d'assistance médico-nutritionnelle pour les populations vulnérables et d'appui à 4 Centres de Santé de Bangui (FOSA) et aux districts sanitaires, en accord avec la politique nationale de gratuité ciblée des soins (Paquet Minimum d'Activités) pour les femmes enceintes, femmes allaitantes et enfants de moins de 5 ans.

A Berberati, Depuis 2011, elle intervient dans la sous-préfecture de Berberati avec un programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle intégrant à la fois un appui prise en charge sanitaire et nutritionnelle (notamment avec le soutien du CIAA) et des actions de renforcement de la sécurité alimentaire (relance agricole et approche filières) et de soutien aux besoins de base des déplacés via un programme de réponse rapide WASH et NFI.

A partir de 2014, elle a étendu son programme d'appui aux structures de prise en charge de la malnutrition, à la sous-préfecture de Nola. Depuis lors, elle couvre 5 UNTA dans la sous-préfecture de Berberati et 7 UNTA et 1 UNTI (Nola) dans celle de Nola, soit au total 13 structures nutritionnelles soutenues. Cet appui a permis de renforcer les capacités (technique, matériel) de ces structures dans la prise en charge de la malnutrition aigüe selon le protocole national PCIMA. Ce projet nutritionnel a pris fin en février 2017.

De janvier 2017 à juillet 2017 Première Urgence Internationale (PUI) a mis en œuvre avec l'appui financier du Fonds Humanitaire (FH), un projet de santé (clinique mobile) qui avait pour vocation de fournir des soins de santé primaire d'urgence aux populations vulnérables et isolées de la zone frontalière des sous-préfectures de Gamboula et d'Amada Gaza au travers d'une clinique mobile qui, deux fois par semaine se rend sur 3 sites de prise en charge (Noufou, Banga et Kombo-Bombo).

Depuis avril 2017, Première Urgence Internationale (PUI) intervient dans le cadre d'un projet en sécurité alimentaire dans la région frontalière avec le Cameroun qui est la principale zone de retours des réfugiés centrafricains.

A Ndele, PUI intervient dans la District sanitaire de Bamingui-Bangoran depuis 2007, et a mis en œuvre successivement plusieurs interventions dans les domaines de la santé, la nutrition et la sécurité alimentaire afin d'améliorer l'accès des populations aux soins de santé primaires et la sécurité nutritionnelle des populations vulnérables, à travers l'appui à la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant, le référencement des cas de complications, l'appui à la santé de la reproduction et l'amélioration de l'accès aux intrants agricoles et la diversification de la production.

Depuis juillet 2015, PUI met en œuvre en Bamingui-Bangoran un projet de restauration du système de santé de base à travers une approche district sanitaire et soutient actuellement 20 Formations sanitaires de 1er contact et l'hôpital de district de la Bamingui Bangoran

### Configuration de la mission

<b>BUDGET 2019</b>	<b>7 MILLIONS D'EUROS</b>
<b>COORDINATION</b>	<b>BANGUI</b>
<b>BASES</b>	<b>BANGUI, NDELE</b>
<b>NOMBRE D'EXPATRIES</b>	25
<b>NOMBRE D'EMPLOYES NATIONAUX</b>	150
<b>NOMBRE DE PROJETS EN COURS</b>	<b>5</b>
<b>PRINCIPAUX PARTENAIRES</b>	Fond Bekou, OFDA, CHF, CIAA, CDC
<b>SECTEURS D'ACTIVITES</b>	Santé, Nutrition, Sécurité alimentaire et moyens d'existence, Appui au retour, Logistique
<b>EQUIPE EXPATRIEE EN PLACE</b>	<p><u>Coordination</u> : 1 Chef de Mission, 1 CDM adjoint aux programmes, 1 coordinateur log, 1 coordinateur financier, 1 coordinateur RH, 1 coordinateur médical, 1 coordinateur consortium santé, 1 Resp. Psychosocial, 1 Pharmacien, 1 Grants Officer, 1 M&amp;E Manager, 1 Log services généraux, 1 Log déploiement stockage d'urgence, 1 Coordo SANME</p> <p><u>Bangui</u> : 1 Coordinateur terrain, 1 Log Base, 1 Admin Base, 1 RP santé, 1 RP plateforme logistique, 1 RP Construction</p> <p><u>Ndéle</u> : 1 Coordinateur terrain, 1 Log Base, 1 Admin Base, 1 RP santé, 1 RP Agro</p>

## Description du poste

### Objectif global

Le/la Responsable Programme Santé - Nutrition supervise la mise en œuvre du programme de santé et nutrition dans les Centres de santé ciblés par le projet dans les districts sanitaires de Bangui.

### Responsabilités et champs d'actions

- ▶ **Programmes** : Il/Elle s'assure de la bonne mise en œuvre et du suivi du programme santé et nutrition sous sa responsabilité dans le respect des normes du MSPP et de la politique de santé de PUI.
- ▶ **Reporting et développement de projet** : Il/Elle réalise le reporting mensuel, intermédiaire et final du projet sous sa responsabilité et participe au développement de la stratégie santé de la base et à l'écriture de nouvelles propositions de projet.
- ▶ **Ressources Humaines** : Il/Elle supervise l'équipe médicale (salariés PUI et journaliers éventuels) en adéquation avec les politiques RH de la base.
- ▶ **Logistique et administration** : Il/Elle assure le respect des procédures logistiques et administratives du/des activités sous sa responsabilité et est responsable du budget du projet (Suivi budgétaire, demande d'achat, etc.)
- ▶ **Représentation** : Il/Elle représente l'association auprès des partenaires, autorités et acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre des programmes médicaux.
- ▶ **Sécurité** : Il/Elle contribue au respect des règles de sécurité sur la base et transmet toutes informations d'ordre sécuritaire à son/sa responsable hiérarchique.

### Objectifs spécifiques et activités associées

#### 1. ASSURER LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DES PROGRAMMES SANTE ET NUTRITION

- ▶ Il/Elle s'assure que les bénéficiaires, communautés et autorités sanitaires comprennent les objectifs du/des projet/s et participent activement à la mise en œuvre.
- ▶ Il/Elle planifie les activités à l'aide d'un chronogramme et veille au respect du calendrier d'activités. En cas de retard important pris dans la mise en œuvre du/des projet/s, il/elle en informe immédiatement son/sa responsable hiérarchique et propose des solutions pour y remédier.
- ▶ Il/Elle travaille en collaboration étroite avec le coordinateur médical ou le département médical sur la stratégie médicale des projets, la qualité des activités et le reporting.
- ▶ Il/Elle s'assure de la bonne marche des programmes médicaux sous sa responsabilité et veille au respect des objectifs définis dans les propositions de projet. Notamment, il/elle suit les indicateurs définis grâce à la mise à jour mensuelle du PMT, rend compte à son/sa responsable hiérarchique, signale toute difficulté rencontrée dans la mise en œuvre et propose des améliorations ou réorientations si nécessaire.
- ▶ Il/Elle s'assure du suivi et de l'analyse des données épidémiologiques en collaboration avec le coordinateur médical
- ▶ Il/Elle effectue l'évaluation des besoins des programmes en terme d'équipements médicaux, médicaments et consommables médicaux, et s'assure que ces besoins sont transmis au Coordinateur Médical en temps et en heure
- ▶ Il/Elle veille à la mise en œuvre de monitorings et/ou d'évaluations, selon les besoins définis par les projets. Il/Elle analyse et transmet à son/sa responsable hiérarchique et au coordinateur médical les informations collectées. Selon les besoins des projets et/ou les informations collectées, il/elle produit et diffuse des rapports de monitorings et d'évaluations aux personnes concernées.
- ▶ Il/Elle assure la capitalisation de l'ensemble des documents, outils et formations produits dans le cadre des projets et s'assure que les sources de vérification mentionnées dans les proposals sont disponibles et archivées correctement.
- ▶ Il/Elle transmet les rapports internes et externes à son/sa responsable hiérarchique et au coordinateur médical en respectant les délais de validation interne (sitrep) et échéances contractuelles externes (rapports mensuels bailleurs).
- ▶ Il/Elle contribue au rapport mensuel de la mission et au rapport trimestriel des activités médicales à transmettre au département médical
- ▶ Il/Elle garantit l'adéquation des programmes dans le respect de la politique de santé et du cadre d'intervention de PUI. Il/Elle soumet au coordinateur médical ou responsable médical siège toute demande d'évolution de nouvelles activités médicales.

#### 2. SUPERVISER L'ÉQUIPE NATIONALE

- ▶ Il/Elle prend connaissance du Règlement Intérieur de PUI sur la mission et s'assure qu'il est connu et respecté au sein de son équipe.
- ▶ Il/Elle définit les profils de poste des membres de son équipe en lien avec l'Admin base, les fait valider par le/la Coordinatrice/teur Terrain et participe activement au recrutement (entretien, test, etc.). Il/Elle participe à la décision de mettre fin à un contrat de travail d'une personne de son équipe.

- ▶ Il/Elle s'assure que chaque personne est évaluée par écrit au moins une fois par contrat et par an, et au minimum avant qu'il/elle ne quitte ses fonctions.
- ▶ Il/Elle met en place les mécanismes de coordination propre à son équipe et organise sa supervision.
- ▶ Il/Elle identifie les besoins en formation de son équipe et la complète (appui organisationnel, méthodologique, médical, organisation de formations...).
- ▶ Il/Elle définit l'organigramme de son équipe et le fait valider par le/la Coordinatrice/teur Terrain.

### **3. ASSURER LE SUIVI LOGISTIQUE ET ADMINISTRATIF DES PROGRAMMES SANTE ET NUTRITION**

- ▶ Il/Elle adresse ses besoins en médicaments, consommables ou équipements médicaux au/à la Coordinatrice/teur Terrain et au Coordinateur Médical, conformément aux budgets disponibles. Il/Elle prend en compte les contraintes temporelles et logistiques de la mission ainsi que les procédures d'achat propres aux programmes afin de s'assurer que sa demande est réaliste compte tenu des délais d'approvisionnement.
- ▶ Il/Elle contribue à l'analyse des offres fournisseurs pour les achats à forte spécifications techniques.
- ▶ Il/Elle participe activement à la réalisation des appels d'offre, le cas échéant, en coordination avec le/la Logisticien/ne mission et au/à la chargé des achats au siège.
- ▶ Il/Elle s'assure, en coordination avec le/la Coordinatrice/teur Terrain, que le stockage des médicaments, consommables ou équipements médicaux propres à ses programmes est approprié (température et humidité optimale).
- ▶ Il/Elle communique au/à la Log Base de manière hebdomadaire ses besoins en véhicules et matériels de communication pour la mise en oeuvre des programmes.
- ▶ Il/Elle organise, en coordination avec le/la Log Base, le volet logistique de ses programmes (livraison, distribution, stockage sur site, etc).
- ▶ Il/Elle fournit mensuellement à l'Admin Base l'ensemble des informations nécessaires à l'élaboration du prévisionnel de trésorerie propre à ses programmes.
- ▶ Il/Elle s'assure, en coordination avec l'Admin Base, de disposer chaque mois du suivi budgétaire à jour des programmes sous sa responsabilité, et il/elle participe à l'analyse, détecte les écarts éventuels et propose des ajustements au/à la Coordinatrice/teur Terrain et au Coordinateur Médical.

### **4. ASSURER LA REPRESENTATION DE PUI AUPRES DES ACTEURS DE SANTÉ/NUTRITION**

- ▶ Il/Elle représente l'association auprès des acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre des programmes médicaux (Nutrition-Santé) et s'assure que de bonnes relations sont entretenues avec chacun d'entre eux (dans le respect des principes de neutralité et d'indépendance de PUI).
- ▶ Il/Elle participe activement aux réunions mensuelles avec le bailleur Fonds Bekou et aux réunions opérationnelles et de coordination du Consortium
- ▶ En cas de visite Bailleur, il/elle participe activement à la préparation et la mise en œuvre de la visite.
- ▶ Il/Elle participe aux Clusters Santé et Nutrition sur sollicitation du Coordinateur Médical en accord avec le/la Coordinatrice/teur Terrain
- ▶ En accord avec le/la Coordinatrice/teur Terrain, il/elle participe aux autres réunions de coordination relatives aux questions médicales (Nutrition-Santé) quand elles existent et en est un membre actif.

### **5. ASSURER LA SECURITE DES BIENS ET DES PERSONNES**

- ▶ Il/Elle s'assure que le plan de sécurité est connu de l'équipe sous sa responsabilité et que les règles sécurité sont respectées.
- ▶ Il/Elle contribue à la collecte des informations relatives à la sécurité sur sa zone d'intervention et les diffuse au/à la Coordinatrice/teur Terrain de manière régulière ou ad-hoc en cas d'urgence.
- ▶ Il/Elle s'assure que les projets, la méthodologie, les critères de sélection ne mettent pas en danger les bénéficiaires, les membres de PUI ou toute autre personne. Il/Elle alerte sans délai, le/la Coordinatrice/teur Terrain, en cas de mise en danger des équipes ou des bénéficiaires.
- ▶ Il/Elle s'assure que les membres de son équipe et travailleurs journaliers éventuels disposent du matériel de sécurité adapté à leurs activités (par exemple : kits PEP, gants...).

### **6. CONTRIBUER A L'ELABORATION DE NOUVELLES PROPOSITIONS**

- ▶ Il/Elle participe à l'identification de besoins en santé en coordination avec le/la Coordinatrice/teur Terrain et le/la coordinateur (trice) médical.
- ▶ Lors de la définition de nouvelles opérations, il/elle contribue avec le/la Coordinatrice/teur Terrain à la préparation de propositions de projets pour le volet Santé/nutrition.
- ▶ Il/Elle participe à l'élaboration de la stratégie santé de la base Bangui

<p><b>Encadrement d'équipe</b></p> <p>Nombre de personnes à encadrer, fonctions et statut (personnel expatrié / national)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Encadrement direct : 1 assistant responsable projet</li> <li>▶ Encadrement indirect : équipe nationale (en cours de définition pour la nouvelle phase du projet) : 2 médecins, 2 superviseur sages femmes, 2 infirmiers superviseurs, 2 gestionnaires de pharmacie, 2 superviseurs psychosociaux, 2 agents de développement communautaire, 1 technicien génie civil</li> </ul>
<p><b>Autres interfaces</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Interne(s) : Equipe de la base de Bangui notamment Log, RH et Finance, Coordination médicale, Service Technique et de Capitalisation (STC)</li> <li>▶ Externe(s) : Coordinateur Consortium Bekou et partenaires membres du consortium, représentant bailleurs Fonds Bekou, Région sanitaire n°7, Districts sanitaires, personnels de santé des structures de santé appuyées, autres acteurs de santé et nutrition des ONG et du système des Nations Unies</li> </ul>

<b>Profil recherché</b>		
<b>Savoirs et Savoir Faire recherchés</b>		
	<b>INDISPENSABLE</b>	<b>APPRECIÉ</b>
<b>FORMATION</b>	Médecin / Interne Infirmier Nutritionniste Gestion de projet	Diplôme de médecine Santé publique / Epidémiologie/Nutrition Médecine tropicale Enseignement / Formateur
<b>EXPERIENCE PROFESSIONNELLE</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Humanitaire</li> <li>▶ Internationale</li> <li>▶ Technique</li> </ul>	<p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>	<p>Expérience programme</p> <p>Appui Paquet Minimum d'Activité / nutrition</p> <p>Gratuité des soins ciblée</p> <p>Evaluation de la performance</p> <p>Programme psychosocial</p> <p>Appui au système santé / district sanitaire</p>
<b>CONNAISSANCES &amp; APTITUDES</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Bonne qualité rédactionnelle</li> <li>▶ Connaissances en gestion de projets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Connaissances procédures bailleurs institutionnels (ECHO, Unicef, CHF...)</li> <li>▶ Connaissance en enquêtes communautaires (CAP, Enquête de satisfaction, diagnostic communautaire.)</li> </ul>
<b>LANGUES</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Français</li> <li>▶ Anglais</li> <li>▶ Autre (préciser)</li> </ul>	<p>X</p>	<p>X</p> <p>Sango</p>
<b>INFORMATIQUE</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Pack Office</li> <li>▶ Autre (préciser)</li> </ul>	<p>X</p>	<p>ENA, EPI info, Logiciel de médicaments</p>
<b>Caractéristiques personnelles attendues (intégration à l'équipe, adéquation au poste et à la mission)</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Capacité à travailler de façon autonome avec prise d'initiative et sens des responsabilités</li> <li>▶ Capacité d'animation et de formation</li> <li>▶ Capacité et volonté à travailler dans un contexte interculturel</li> <li>▶ Bonne résistance au stress</li> <li>▶ Sens de la diplomatie et ouverture d'esprit</li> <li>▶ Bonne capacité d'analyse</li> <li>▶ Organisation et gestion des priorités</li> <li>▶ Force de propositions, recherche de solutions</li> <li>▶ Capacité à travailler et manager de manière professionnelle et mature</li> <li>▶ Capacité à intégrer l'environnement local sous ces aspects politiques, économiques et historiques</li> </ul>		

## Conditions proposées

### Statut

- ▶ **SALARIE** en Contrat à Durée Déterminée

### Rémunération

- ▶ **SALAIRE BRUT MENSUEL** : de 1 815 à 2 145 Euros selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI

### Avantages associés

- ▶ **FRAIS PRIS EN CHARGE** notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins...
- ▶ **ASSURANCE** comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance
- ▶ **HEBERGEMENT** en maison collective
- ▶ **FRAIS DE VIE** (« Per diem »)
- ▶ **REGIME DE BREAK** : 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break
- ▶ **REGIME DE CONGES PAYES** : 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois